

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 342/ Septembre 2021

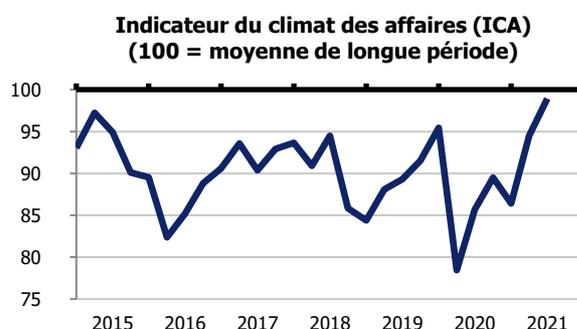
# TENDANCES CONJONCTURELLES

2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2021

## L'économie calédonienne fait à nouveau preuve de résilience

### Le climat des affaires se redresse mais les perspectives sont peu favorables

Le 2<sup>e</sup> trimestre est marqué par une accalmie dans l'enchaînement de crises à la fois économiques, politiques et institutionnelles des trimestres précédents. En effet, la reprise de l'activité suite au confinement strict de la population, la réouverture de l'usine du Sud et la mise en place du 17<sup>e</sup> gouvernement sont autant de facteurs qui contribuent à l'amélioration de l'Indicateur du Climat des Affaires (ICA), qui résume l'opinion des chefs d'entreprises interrogés sur la conjoncture. L'ICA remonte ainsi de 4,4 points au 2<sup>e</sup> trimestre, pour s'établir à 98,9, un plus haut depuis 2012. Cette embellie, expliquée par une nette amélioration de la « composante passée » (opinion des chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé) est toutefois à remettre dans son contexte de sortie de crises, et ne doit pas masquer les difficultés à la fois structurelles et conjoncturelles auxquelles doit faire face l'économie calédonienne.



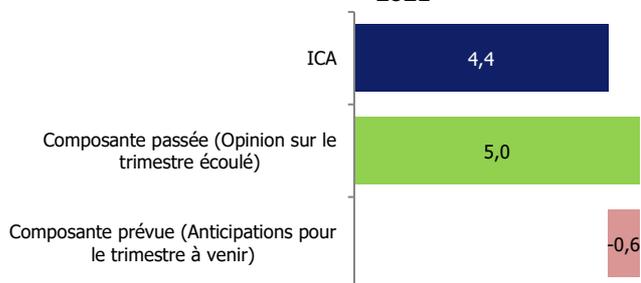
Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

Les entrepreneurs ont fait état d'une amélioration de la situation du trimestre écoulé, comme en témoigne la composante passée de l'ICA qui contribue pour 5 points à sa remontée, tandis que la composante prévue en fait perdre 0,6 point. Ainsi 35 % des entrepreneurs interrogés constatent une hausse de leur activité permise notamment par un rebond de la consommation des ménages, une reprise du tourisme local au lendemain d'un confinement strict au mois de mars 2021, et une hausse de la production minière et métallurgique.

Pour autant cette amélioration reste fragile. Le chiffre d'affaires pour 2021 reste prévu en baisse en moyenne et les anticipations pour le trimestre à venir sont peu favorables, notamment en ce qui concerne l'activité, puisque seules 13 % des entreprises anticipent une amélioration, et les perspectives d'investissements (46 % d'entre elles prévoient une baisse de leurs investissements). En outre, les tensions de trésoreries perdurent, et un quart des entreprises craint une défaillance. Par ailleurs, certains secteurs continuent de rencontrer de lourdes difficultés, comme le BTP qui s'enfonce dans une crise structurelle ou le secteur touristique qui doit composer avec l'absence de touristes internationaux.

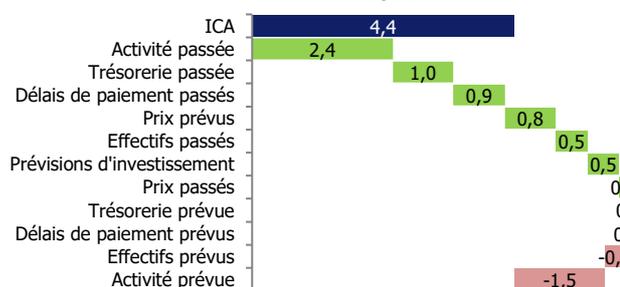
L'absence de perspectives d'une réouverture des frontières, l'incertitude institutionnelle liée au 3<sup>e</sup> référendum, et les craintes liées aux hausses des prix des matières premières et du fret sont autant de facteurs qui affectent la confiance des acteurs économiques. À cela est venu s'ajouter le 6 septembre la découverte de plusieurs cas autochtones de COVID-19 (dont le variant Delta), conduisant les autorités à décider d'un confinement strict de la population. Cet événement intervient alors que le problème du financement du déficit structurel du RUAMM semble être à son paroxysme et qu'un manque de personnel médical était déjà signalé depuis quelques mois. Dans ce contexte de fragilisation accrue, le système de santé calédonien doit affronter cette nouvelle crise sanitaire, probablement une des plus dures de son histoire. On peut s'interroger sur sa capacité de résilience, au vu de ses difficultés structurelles, et plus globalement, de celle de l'économie calédonienne, préalablement affaiblie par un enchaînement de crises.

#### Contribution à l'évolution de l'ICA au 2<sup>e</sup> trimestre 2021



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

#### Contribution à l'évolution de l'ICA au 2<sup>e</sup> trimestre 2021



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

## L'activité des entreprises s'améliore

Après un 1<sup>er</sup> trimestre très dégradé (marqué par un nouveau confinement, de fortes intempéries et les événements et blocages liées au rachat de l'usine du Sud), l'activité des entreprises se redresse dans quasiment tous les secteurs. Près de la moitié des entreprises interrogées par l'IEOM déclarent une progression de leur chiffre d'affaires (CA) par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 et 20 % une stabilisation. En moyenne, le gain de CA est estimé à 7,4 % en glissement annuel (+7,9 % par rapport au trimestre précédent).

L'amélioration de l'activité au 2<sup>e</sup> trimestre conduit les entreprises interrogées à minorer la baisse anticipée du CA pour l'année 2021. En moyenne, par rapport à 2020, elles prévoient désormais un recul de 3,3 % (contre -6,0 % lors de l'enquête du trimestre précédent).

## Les tensions de trésorerie restent fortes

Malgré la reprise de l'activité, la trésorerie reste un sujet majeur de préoccupation pour les entreprises. Au 2<sup>e</sup> trimestre, elles sont encore près de 40 % (58,4 % au trimestre précédent) à déclarer devoir faire face à une diminution de leur trésorerie, tandis qu'elles ne sont que 16 % (7,5 % au trimestre précédent) à constater une amélioration.

Comme au trimestre précédent, afin de faire face aux difficultés de trésorerie, 1/3 des entreprises interrogées disent avoir accéléré le recouvrement des créances clients. Elles sont en revanche un peu moins nombreuses à avoir mobilisé le « levier » des délais de règlements auprès de leurs fournisseurs (1 entreprise sur 5, contre 1 entreprise sur 4 au 1<sup>er</sup> trimestre).

## La vulnérabilité des entreprises reste maîtrisée mais progresse

Au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2021, 2,7 milliards de PGE ont été sollicités par les entreprises (22,3 Mds XPF en 2020) et 1 239 d'entre elles ont pu bénéficier du fonds de solidarité à hauteur de 0,6 milliard XPF (2,2 mds XPF depuis le début de l'année et 2,7 mds XPF au total pour 2020). Le recours à ces aides est moins massif qu'en 2020 mais est cependant encore conséquent et permet d'atténuer le risque de solvabilité pesant sur les entreprises, qui reste à ce stade relativement contenu et maîtrisé.

Les signes de fragilisation du tissu économique sont toutefois à surveiller : les créances douteuses (enregistrés par les établissements de crédits locaux) poursuivent leur progression (+2,5 mds XPF sur un an), tandis qu'en parallèle, le nombre de défaillances d'entreprises augmente (+42 défaillances par rapport au trimestre précédent).

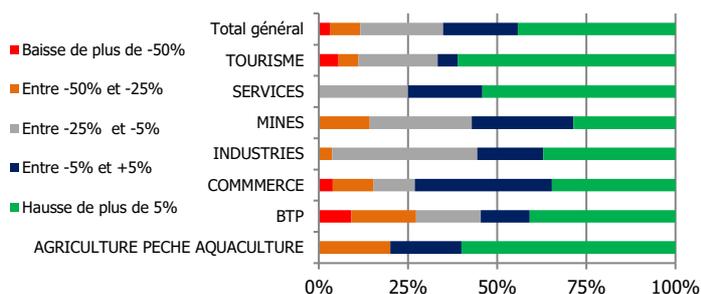
Par ailleurs, selon l'enquête de l'IEOM, plus d'un quart des chefs d'entreprise craignent une défaillance dans les 12 mois tous secteurs confondus, dont plus de 50 % pour le BTP et plus d'un tiers dans le secteur touristique.

## Dégradation des perspectives d'investissements

La production de crédits d'équipement subit une nouvelle baisse de 2,4 mds XPF (-38,8 %) par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, alors qu'elle avait déjà reculé de 4 mds XPF au trimestre précédent. Elle atteint ainsi un niveau particulièrement faible en s'établissant à 3,7 mds XPF, et enregistre une baisse de 3,0 Mds XPF, soit -44,8 % en glissement annuel.

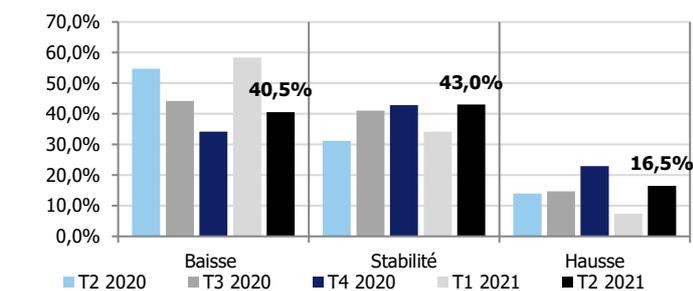
Les perspectives d'investissements sont toujours aussi dégradées puisque près d'une entreprise sur deux prévoit une baisse de ses investissements dans les 12 mois à venir contre moins d'une sur cinq qui prévoit une hausse.

## Évolution du CA au T2 2021 (par rapport au T2 2020)



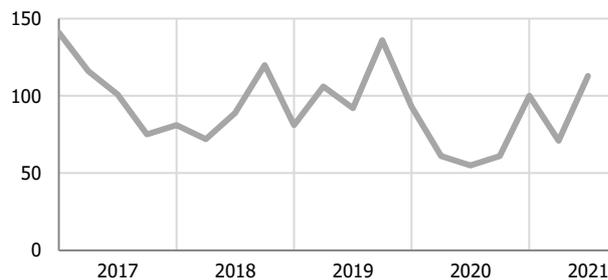
Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

## Solde d'opinion portant sur la trésorerie passée



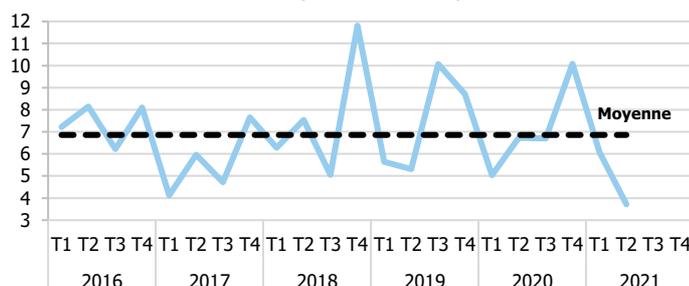
Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

## Défaillances d'entreprises (en nbre)



Source : IEOM

## Production de crédits d'équipement (En milliards XPF)

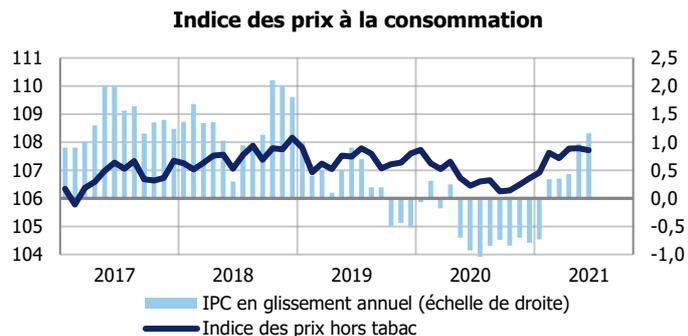


Source : IEOM

## Les prix à la consommation poursuivent leur remontée

L'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre un deuxième trimestre consécutif de progression (+0,4 % au 2<sup>e</sup> trimestre, après +0,8 % au trimestre précédent). Cette nouvelle augmentation de l'IPC s'explique par la forte hausse des prix de l'énergie (+5,7 %) et dans une moindre mesure par celles des services et de l'alimentation (+0,3 %). La diminution des prix des produits manufacturés (-1,0 %) atténue partiellement ces hausses.

En glissement annuel, l'IPC progresse de 0,9 %, tiré par l'augmentation des prix de l'énergie (+4,9 %), de l'alimentation (+3,4 %) et des services (+1,3 %). Consécutivement à la récente remontée des prix internationaux, le retour attendu de l'inflation importée est donc d'ores et déjà visible en ce qui concerne l'énergie. En revanche, elle n'est pas encore perceptible pour les produits manufacturés dont les prix s'affichent encore en baisse sur un an (-3,0 %).

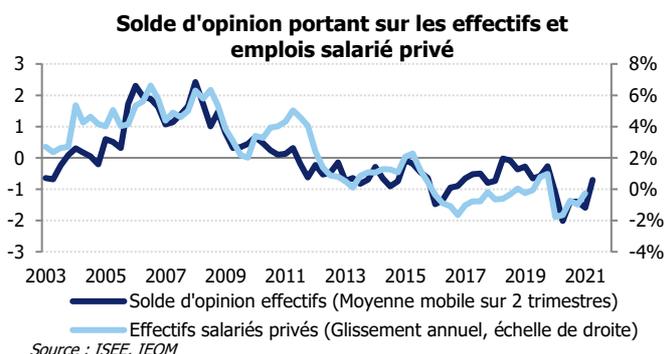


Source : ISEE, données mensuelles

## Une évolution de l'emploi moins défavorable au 2<sup>e</sup> trimestre

Malgré le maintien des mesures de sauvegarde et de soutien aux entreprises adoptées pour le premier confinement, l'emploi salarié privé est mal orienté au 1<sup>er</sup> trimestre. Le nombre de salariés du secteur privé baisse de 2,2 % (CVS) par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2020, tandis que dans le même temps le nombre d'entreprises employant des salariés diminue de 6 % (CVS). La baisse de l'emploi salarié touche les secteurs des services (-2,9 % soit -949 emplois, sur un trimestre, CVS), de la construction (-3,9 %, soit -240 emplois), et de l'agriculture (-10,4 %, soit -186 emplois).

Au 2<sup>e</sup> trimestre, les chefs d'entreprises sont moins nombreux à déclarer une baisse de leurs effectifs mais un quart des entreprises interrogées ont encore recours au chômage partiel au 2<sup>e</sup> trimestre. En revanche, signe d'une situation moins défavorable, 48,4 % d'entre eux déclarent n'avoir pris aucune mesure (contre 26,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre) et 10,8 % ont recruté du personnel, dans les secteurs des services, de l'industrie et du BTP essentiellement (contre 6,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre).



Source : ISEE, IEOM

## Un rebond de la consommation des ménages au sortir du confinement

Au 2<sup>e</sup> trimestre, la consommation des ménages qui s'était contractée aux trimestres précédents, repart nettement suite au mois de confinement. Les importations de biens de consommation durables progressent sensiblement (+4,7 % sur un trimestre, CVS), tout comme la production de crédits à la consommation (+12,2 % sur un trimestre, et + 40,3 % sur un an). Après un 1<sup>er</sup> trimestre historiquement bas, on note également un rebond des ventes de voitures particulières neuves (+33,1 % sur un trimestre et +31,7 % sur un an), en partie liée au décalage des ventes en raison du confinement.

Selon l'enquête de l'IEOM, 81,5 % des entreprises du secteur du commerce déclarent une stabilité ou une hausse de leur chiffre d'affaires par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre (dont 41,0 % une progression de plus de 5 % de leur chiffre d'affaire), témoignant ainsi du rebond de la consommation des ménages au sortir du confinement.



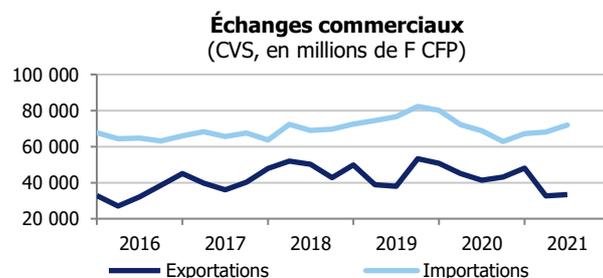
Sources : ISEE, DITTT, Cvs

## Le déficit commercial continue de se creuser

Après une forte chute au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, les exportations sont quasiment stables au 2<sup>e</sup> trimestre à un niveau relativement faible de près de 33 mds XPF (contre 40 mds XPF en moyenne depuis 2014, données CVS). Avec un secteur nickel toujours en proie à des difficultés de production (cf-infra), les exportations de produits métallurgiques sont à nouveau en baisse (-19,7 % sur un trimestre en valeur) mais les exportations de minerais de nickel qui repartent à la hausse (+50,9 % sur trois mois) compensent ce recul.

Dans le même temps, les importations retrouvent une orientation favorable (+5,7 % par rapport au trimestre précédent, CVS) pour s'établir à 72 mds XPF. Elles sont notamment tirées par les importations de produits énergétiques (+47,6 % sur trois mois, CVS) ainsi que par l'importation exceptionnelle de deux navires de transport de marchandises et l'importation de produits minéraux (essentiellement utilisés dans l'industrie métallurgique).

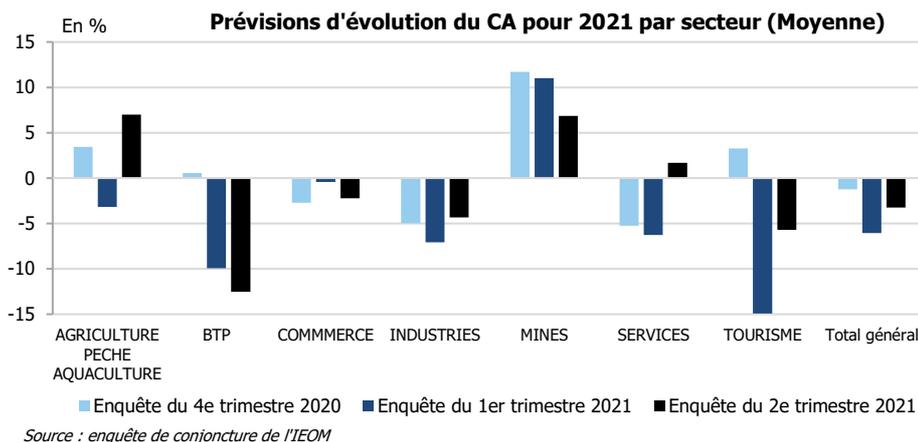
Au final, le déficit commercial augmente de 3,2 mds XPF par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, pour s'établir à 38,6 mds XPF, pour un taux de couverture des importations par les exportations de 46,4 % (après 48,0 % au trimestre précédent).



Source : Service des Douanes, ISEE

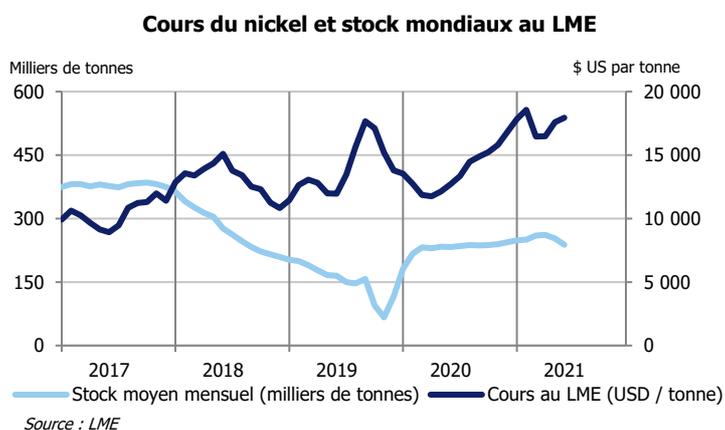
## L'activité repart dans la plupart des secteurs

Au 2<sup>e</sup> trimestre, la reprise de l'activité post confinement bénéficie à l'ensemble de l'économie. Compte tenu de cette amélioration globale, les chefs d'entreprises (interrogés pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif sur les prévisions 2021 de chiffre d'affaires) sont moins pessimistes concernant leurs prévisions de croissance de chiffre d'affaires pour l'année 2021 (-3,3 % en moyenne contre -6,0 %). Les disparités entre secteurs d'activité restent tout de même importantes. D'un côté, les prévisions s'améliorent pour le secteur primaire et les services, qui anticipent désormais une hausse de CA en 2021 : respectivement +7,0 % et +1,7 % en moyenne. Les prévisions s'améliorent également pour le tourisme et l'industrie, mais le CA est toujours attendu en baisse (en moyenne -5,7 % et -4,3 %). Pour ce qui est du secteur nickel, du BTP et du commerce, les anticipations sont moins favorables qu'au trimestre précédent et plus particulièrement pour les professionnels du BTP qui s'attendent à perdre en moyenne 12,5 % de chiffre d'affaires.

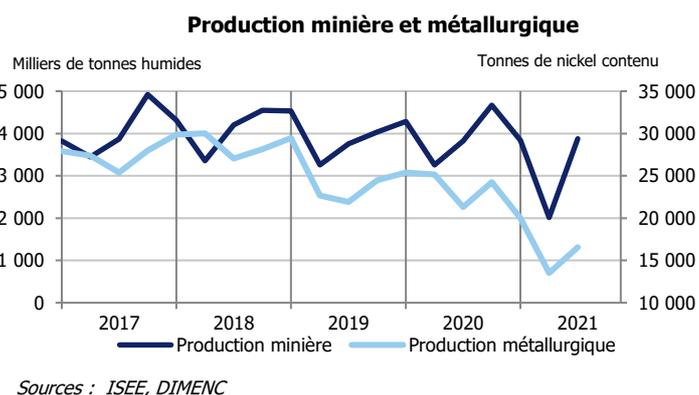


### Une activité qui peine à redémarrer dans le secteur nickel

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, alors que les stocks restent relativement stables, les cours du nickel au London Metal Exchange (LME) se maintiennent à des niveaux élevés. Ils atteignent 17 343 USD/t, soit une légère baisse par rapport au trimestre précédent (-1,6 %) mais une forte progression par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 (+42,2 %). En fin de 1<sup>er</sup> trimestre, l'annonce par le groupe industriel chinois Tsingshan du développement d'un procédé pour produire massivement du nickel de qualité batterie à partir de minerai de latérite et de fonte de nickel à bas coût (NPI) avait induit une pression à la baisse des cours. Mais très rapidement, les inquiétudes quant à une possible pénurie ont repris le dessus, d'autant plus que la production de l'usine canadienne de Sudbury a été perturbée par un conflit social. Le cours est ainsi reparti à la hausse et tend désormais à s'approcher des 20 000 USD/t.



Après un 1<sup>er</sup> trimestre très défavorable, la **production minière locale** retrouve au 2<sup>e</sup> trimestre un niveau plus conforme aux objectifs des opérateurs. Ainsi, bénéficiant notamment du redémarrage de l'activité dans le grand sud, l'extraction est quasiment multipliée par deux sur un trimestre. Atteignant 3 873 milliers de tonnes humides (dont 2 791 mth de saprolites et 1 082 mth de latérites), elle est également légèrement supérieure à celle enregistrée un an auparavant. **Les exportations de minerai** sont également mieux orientées (après avoir chuté de près de 60 % au 1<sup>er</sup> trimestre tant en volume qu'en valeur). En volume, elles progressent de 59,7 % sur 3 mois, mais reculent de 10,7 % en rythme annuel. En valeur, elles sont en nette hausse en rythme trimestriel mais également en rythme annuel (respectivement +50,9 % et +7,1 %), bénéficiant d'un cours du nickel plus élevé qu'un an auparavant.



Avec la remise en marche de l'usine du Sud, la **production métallurgique** repart à la hausse au 2<sup>e</sup> trimestre (+22,4 % sur trois mois) tout en restant encore à un niveau relativement faible (-22,3 % comparativement au 2<sup>e</sup> trimestre 2020). Le redémarrage de la production de NHC explique cette progression trimestrielle. En revanche, en lien avec les complications techniques de l'usine du Nord (maintenance d'un des deux fours) et les difficultés d'approvisionnement en minerai de l'usine de Doniambo (SLN), la production de ferronickel diminue pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif (-12,2 % sur trois mois et -22,8 % sur un an) et atteint son plus bas niveau depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2013.

Dans le sillage de la production, **les volumes d'exportations de produits du nickel** s'établissent à un niveau très faible (au plus bas depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2011) et en net recul (-5,5 % sur un trimestre et -41,3 % sur un an). Cela s'explique par le nouveau fléchissement des exportations de ferronickel (6<sup>e</sup> trimestre consécutif de baisse), tandis que celles de NHC quasiment inexistantes au 1<sup>er</sup> trimestre sont progressivement relancées. En valeur, les exportations baissent de 19,7 % sur un trimestre. En

revanche, sur un an, un niveau de prix plus favorable sur les marchés permet d'atténuer le recul des volumes exportés (-33,9 % en valeur).

## Les acteurs du BTP pris en étau : entre crise structurelle et flambée des matières premières

La consommation de ciment – qui permet d'approximer le niveau d'activité du secteur – est en légère hausse (+2,1 % sur un trimestre, CVS), mais reste à un niveau faible. Sans surprise dans un contexte de crise structurelle du BTP, les soldes d'opinion des chefs d'entreprises portant sur l'activité restent négatifs, et les perspectives d'amélioration ne semblent pas réelles, comme en témoigne le solde d'opinion portant sur l'investissement, qui reste à un niveau très faible.

Le secteur du BTP doit également faire face à une augmentation de 1,6 % sur un trimestre de l'Index BT21, qui permet de suivre l'évolution des prix de vente des matériaux de construction. Cette hausse des prix en grande partie importée s'explique notamment par la reprise rapide de l'activité mondiale suite aux plans de relance mis en place aux Etats-Unis, en Chine et en Europe notamment, qui a créé un décalage entre l'offre et la demande. S'ajoute à cela la hausse des prix du fret de 30 % à 40 % en raison de la pénurie des containers liée aux perturbations des flux commerciaux et logistiques internationaux ainsi qu'aux mesures sanitaires plus strictes à l'intérieur des ports qui créent des goulets d'étranglement.



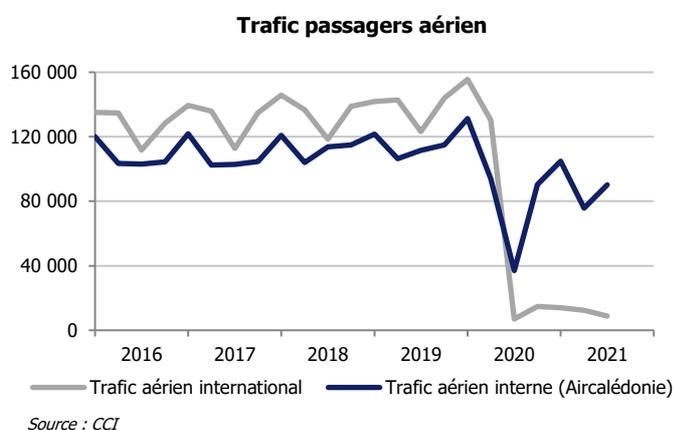
Source : Holcim, CVS par l'IEOM

## Le tourisme local reprend quelques couleurs après un mois de confinement

Au 2<sup>e</sup> trimestre, le tourisme des résidents semble repartir à la hausse après un premier trimestre pénalisé par un mois de confinement interne. Ainsi, le nombre de passagers d'Air Calédonie augmente de 19,0 %, pour s'établir à 90 142 passagers au 2<sup>e</sup> trimestre. 61,1 % des entrepreneurs déclarent une hausse de leur chiffre d'affaire de plus de 5 % comparativement à la même période en 2020. Dans ce contexte, les soldes d'opinion portant sur l'activité s'améliorent. Il convient de noter que le trou d'air constaté en terme de trafic aérien interne du fait du 2<sup>e</sup> confinement a été moins sensible que celui du premier de mars-avril 2020.

Ce léger mieux reste à nuancer car le nombre de passagers d'Air Calédonie reste malgré tout bien en-deçà des niveaux d'avant-crise, qui s'établissaient à 111 567 (soit une baisse de 19,2%). Par ailleurs, le secteur souffre toujours de l'absence de tourisme international, dans un contexte de fermeture des frontières jusqu'au 31 décembre 2021.

En effet, seuls les passagers venant pour des motifs impérieux ou professionnels sont autorisés à venir sur le territoire sous condition d'effectuer une quatorzaine dans un hôtel ou bien une semaine depuis le 21 juin pour les personnes vaccinées. Par ailleurs, l'activité de croisière reste toujours à l'arrêt.



Source : CCI

## Légère amélioration pour le secteur primaire

Au 2<sup>e</sup> trimestre, le secteur primaire affiche un léger mieux dans l'ensemble des filières, même si des difficultés persistent. Ainsi, la filière pêche, continue de bénéficier d'une conjoncture favorable, matérialisée par une progression des tonnages débarqués par les palangriers (+7,4 % sur un an, CVS). Les exportations de thons continuent de s'inscrire en hausse, légèrement par rapport au trimestre précédent (+2,2 %, CVS), et fortement par rapport à la même période l'année précédente (+ 94,2 %, CVS). En outre, la filière porcine continue sa progression avec une hausse du nombre d'abattages (+2,6 % sur un trimestre, CVS), tandis que les abattages de bovins restent stables (-0,2 % sur un trimestre, CVS). La fin des intempéries a également permis une relative hausse de la production maraîchère, même si de nombreux produits continuent de manquer, rendant nécessaire le recours à l'importation. Ainsi, 2 903 tonnes de fruits et légumes ont été autorisées à l'importation au 2<sup>e</sup> trimestre. En revanche, la filière aquacole reste en difficulté, puisque les quantités exportées de crevettes ont baissé de 38,8 %, sur un an (CVS).

Cette amélioration est confirmée par les entrepreneurs répondants à l'enquête, qui font état d'une augmentation moyenne de leur chiffre d'affaires de 20,3 % par rapport au trimestre précédent et de 2,2 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2020. Les soldes d'opinion portant sur l'activité passée sont également légèrement au-dessus de leur moyenne de longue période, confirmant la légère amélioration de l'état du secteur au 2<sup>e</sup> trimestre.

## UNE REPRISE INÉGALE D'UNE RÉGION À L'AUTRE

La croissance de l'économie mondiale devrait s'élever à 6,0 % en 2021 selon les dernières perspectives économiques mondiales publiées par le FMI en juillet. Ces prévisions demeurent inchangées depuis avril avec toutefois d'importantes révisions d'une région à l'autre qui résultent à la fois de l'évolution de la pandémie et des mesures de soutien mises en place. En 2022, l'activité mondiale pourrait croître de 4,9 %, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. La conjoncture pourrait plus particulièrement s'améliorer dans les pays avancés grâce aux mesures de relance budgétaire annoncées et à l'anticipation d'une meilleure situation sanitaire suite aux campagnes de vaccination.

Aux **États-Unis**, le PIB a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,5 % au trimestre précédent. La pleine réouverture de l'économie et les mesures de soutien budgétaires et monétaires mises en place ont pesé favorablement sur la consommation des ménages et l'investissement. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 7,0 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux précédentes estimations.

Dans la **zone euro**, l'activité a augmenté de 2,0 % au deuxième trimestre après un recul de 0,3 % au premier. Le taux d'inflation s'est établi à 1,9 % à fin juin contre 1,3 % trois mois plus tôt, tandis que le taux de chômage continue de baisser pour s'élever à 7,7 %. Sur l'année entière, le PIB de la zone progresserait de 4,6 % selon le FMI, avec des écarts importants d'un pays à l'autre.

En **France**, le PIB a enregistré une hausse de 0,9 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee et se rapproche de son niveau d'avant-crise. La croissance est portée par la progression des dépenses de consommation des ménages (+0,9 %) et de l'investissement (+1,1 %). Les exportations ont quant à elles crû de 1,5 %, soit un rythme inférieur aux importations (+1,9 %). Sur l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe une augmentation du PIB de 5,75 %.

Au **Japon**, l'économie peine à redémarrer alors que l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises face à la recrudescence de l'épidémie. Après une baisse de 0,9 % au premier trimestre, le PIB a crû de 0,3 % sur les trois mois suivants. La consommation des ménages (+0,9 %) et l'investissement des entreprises (+1,7 %) ont retrouvé une évolution favorable sur la période. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 2,8 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,3 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur activité progresser de respectivement 9,5 % et 8,1 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +5,3 % et +6,3 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2021.

## UNE REPRISE ÉCONOMIQUE HÉTÉROGENE DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Au 2e trimestre 2021, les divergences en terme de reprise économique au sein de la zone Asie-Pacifique se creusent davantage. L'évolution de la situation sanitaire et la dépendance à l'activité touristique sont les principaux déterminants qui expliquent ces trajectoires différentes.

Ainsi, selon les prévisions du FMI, certains **Petits Etats Insulaires** en Développement du Pacifique, tels que **Fidji, les Palaos, les Samoa et le Vanuatu**, fortement dépendantes du tourisme, pourraient ne pas se remettre des impacts du COVID-19 avant 2023, en fonction des approvisionnements de vaccins et de l'évolution de l'environnement extérieur.

En revanche, l'économie **australienne** bénéficie d'une situation sanitaire plus satisfaisante au 2e trimestre, ainsi que de politiques fiscales accommodantes qui ont permis une progression du PIB réel de 6,5 %, en glissement annuel (g.a) tiré par un regain de la consommation intérieure, des investissements fixes non résidentiels, et une hausse des exportations. Par ailleurs, le taux de chômage a diminué de 0,8 %, pour s'établir à 4,9 % au 2e trimestre.

Côté **Néo-Zélandais**, la maîtrise de la situation sanitaire a permis une reprise rapide de l'économie, qui voit son PIB progresser de 1,6 % au 1er trimestre 2021 (dernières données disponibles), après une baisse de 1,0 % au dernier trimestre 2020. Tous les secteurs ont contribué à cette augmentation, que ce soit l'industrie des services qui contribue aux 2/3 de l'économie (+1,1 %), la production de biens (+2,4 %), ou le secteur primaire (+0,3 %). Cette progression reste toutefois modérée en raison de l'impact toujours persistant du Covid sur l'économie, et particulièrement sur l'industrie du tourisme. Au 2e trimestre 2021, le retour de la confiance des entreprises, la bonne santé du marché de l'emploi, et la pression inflationniste sont autant de signes de reprises conduisant à l'arrêt du programme d'assouplissement quantitatif de la Nouvelle-Zélande.

En **Chine**, bien que solide, la croissance ralentit (7,9 % en g.a) après une envolée spectaculaire de 18,3 % au 1er trimestre 2021 en g.a. Ce ralentissement de la croissance au 2e trimestre est dû à la dissipation des effets de base, alors qu'ils étaient très favorables au 1er trimestre (forte contraction du PIB à - 6,8 % au 1er trimestre 2020 et rebond de 3,2 % au 2e trimestre 2020), ainsi qu'à la normalisation progressive du rythme de croissance.

Au **Japon**, la croissance reprend timidement au 2e trimestre, avec un PIB progressant de 0,3 % en glissement trimestriel grâce à une progression de la consommation privée (+0,8 %), des exportations (+2,9 %) et des investissements (+1,7 %) par rapport au 1er trimestre. La reprise est contrainte en raison d'une résurgence des cas de Covid 19, mais la croissance devrait atteindre 3,3 % g.a en 2021 selon le FMI grâce au rattrapage vaccinal en cours, à une hausse du commerce extérieur, et aux effets du soutien public sans précédent, dont le montant s'élève à 56 % du PIB, toutes mesures confondues sur les trois plans de relance.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Reserve bank of Fiji, Direction générale du Trésor, Financial Times, Focus-Economics, Bloomberg, Etudes Economiques du Crédit Agricole, Le Monde, Business Insider.